



## « Les crimes contre les journalistes ne peuvent rester impunis »

Selon un décompte réalisé le 25 octobre par la Fédération internationale des journalistes (FIJ), au moins vingt-et-un journalistes ont été tués dans la bande de Gaza, victimes des bombardements de l'armée israélienne. D'autres sont blessés ou portés disparus. La FIJ compte également au moins quatre journalistes israéliens morts dans l'attaque du Hamas le 7 octobre et un journaliste libanais décédé, ainsi que six autres blessés, lors d'une frappe de l'armée israélienne au Sud Liban.

La mort le 22 octobre du journaliste palestinien Roshdi Sarraj, également fixeur pour des médias français, dont Radio France, a créé une émotion particulière en France. Sa fille et son épouse ont été blessées.

Le SNJ-CGT affirme, comme la FIJ, « que les crimes contre les journalistes ne peuvent rester impunis » et appuie sa demande d'une « enquête immédiate sur leur mort ».

Le SNJ-CGT apporte son soutien au Syndicat des journalistes palestiniens (PJS), affilié à la FIJ, dont sont membres nombre de journalistes palestiniens exerçant à Gaza.

Plus généralement, le SNJ-CGT condamne les exécutions et enlèvements de civils israéliens commis par le Hamas le 7 octobre. Il condamne également les bombardements israéliens sur Gaza qui ont fait un nombre considérable de victimes civiles, ainsi que le blocus du territoire.

Comme la CGT, le SNJ-CGT appelle à un cessez-le-feu immédiat et à un « processus de paix [qui] doit reposer sur le respect du droit international et des résolutions de l'ONU et sur la création d'un État de Palestine viable et souverain au côté de l'État d'Israël, l'un et l'autre régis par un fonctionnement démocratique ».

**Montreuil, le 25 octobre 2023.**